

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROVIA (ISDI) Broué

2 rue Notre Dame de la Ronde
28100 Dreux

Références : IC250630
Code AIOT : 0010012651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement EUROVIA (ISDI) Broué implanté Lieu-dit le Télégraphe 28410 Broué. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA (ISDI) Broué
- Lieu-dit le Télégraphe 28410 Broué
- Code AIOT : 0010012651
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets inertes est implantée sur la commune de BROUE au lieu-dit « Le Télégraphe », sur les terrains d'une ancienne exploitation de carrières de sables. La société EUROVIA CENTRE LOIRE est bénéficiaire d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 28 janvier 2018 pour une durée de 11 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
2	Registre d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
3	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
4	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement du 17/04/2024, article R541-43-1-I & II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Avec suites	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
6	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
7	Traçabilité des terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Avec suites	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
9	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Contrôle d'accès et surveillance du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14	/	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 24 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Autre, Accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. [...]</p>
Constats : <p><u>Constat de la visite d'inspection du 20/07/2021 :</u> « Non-conformité NC1 : Le portail d'accès n'est pas fermé en l'absence d'une personne permettant la surveillance du site. »</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 20/10/2021 :</u> "Une note de service a été rédigée et transmise à l'ensemble des chauffeurs de l'agence avec rappel de l'obligation de refermer le portail après déchargement." Documents joints : note aux chauffeurs et photo du cadenas mis en place.</p> <p><u>Visite d'inspection du 17/04/2024</u> Le cadenas et la chaîne sont bien présents sur site mais n'empêchent pas l'accès au site. Le cadenas est verrouillé. Cependant, la chaîne a mal été positionnée, n'empêchant pas l'ouverture du portail.</p> <p><u>Constat de la visite du 17/04/2024 :</u> « L'accès au site n'est pas empêché aux personnes étrangères à l'établissement ».</p> <p><u>Réponse de l'exploitant - courrier du : 21/06/2024 :</u> « En cours de la mise en place d'un portail à fermeture automatique et dont l'ouverture serait gérée par un code. »</p> <p><u>Visite d'inspection du 10/10/2025 :</u> Le portail était déjà ouvert, mais la réponse du 21/06/2024 n'a pas été respectée : aucun portail automatique n'a été mis en place. L'exploitant déclare fermer le portail à clef lors des horaires de fermeture. L'exploitant précise qu'il n'y a pas d'alimentation électrique sur le site et qu'il attend la réponse du maire sur les possibilités d'alimentation électrique de l'établissement. Il est constaté que la clôture de l'établissement est sectionnée près de l'entrée du site ; donc n'empêche pas le libre accès au site.</p>

L'inspection des installations classées a de plus constaté la présence de dépôts sauvages de déchets sur le site.

Constat : l'accès au site n'est pas empêché aux personnes étrangères à l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Registre d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Autre, Registre d'admission des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constat de la visite du 31/07/2018 :

Non-conformité : [...] Le registre ne comprend qu'une seule ligne par mois alors que plusieurs livraisons d'un même lot sont effectuées dans le mois. Les informations renseignées sont ainsi génériques. [...]

Constat de la visite du 20/07/2021 :

« Le registre d'admission des déchets ne comporte pas toutes les informations requises (date de réception, désignation complète des détenteurs et transporteurs des déchets) »

Réponse de l'exploitant du 20 octobre 2021 : « Les informations requises ont été rajoutées dans le registre d'admission des déchets. [...] Pour rappel, le site est exclusivement exploité par notre agence, seuls les chauffeurs de l'entreprise y ont accès ».

Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024 :

« L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un registre d'admission des déchets inertes consignants, pour chaque chargement de déchets présenté, les éléments visés par la réglementation en vigueur. »

Réponse de l'exploitant du 21 juin 2024 : « Le registre d'admission des déchets a été mis à jour afin que chaque chargement de déchets et ses informations spécifiques y apparaissent. »

Visite d'inspection du 10/10/2025 : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un extrait imprimé de son registre mensuel d'admission des déchets (extrait de registre RNDTS).

Constat : pas de non-respect constaté en terme d'existence de registre.

Sur le contenu des informations renseignées, le registre ne contient pas l'ensemble des informations prescrites. cf. non-conformités relevées aux points de contrôle 5 et 7 du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31

Thème(s) : Autre, Déclaration des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 20/07/2021 :

Non-conformité NC3 : Pour l'année 2020, l'exploitant n'a pas déclaré ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Réponse de l'exploitant du 20/10/2021 :

[...] Nous ferons une déclaration au premier trimestre 2022.

Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024 :

La consultation des déclarations par l'inspection des installations classées confirme la présence de la déclaration pour le site EUROVIA à Broué en 2021.

L'exploitant n'a pas déclaré ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2022 et 2023.

Visite d'inspection du 10/10/2025 :

L'exploitant a effectué sa déclaration sur GERP. Cette déclaration mentionne un total de 18 600 tonnes de déchets admis en 2024.

L'adresse renseignée dans la déclaration correspond à celle du siège social et non à celle du site concerné.

Constat : L'adresse mentionnée dans la déclaration GERP n'est pas celle de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de modifier l'adresse mentionnée sur sa déclaration GERP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/04/2024, article R541-43-1-I & II

Thème(s) : Situation administrative, Registre chronologique de réception

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2024

Prescription contrôlée :

I.-[...] les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique [...] de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. [...] Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024 :</u></p> <p>- L'exploitant n'a pas transmis les données de son registre chronologique de réception des terres excavées au ministre chargé de l'environnement via le registre national des terres excavées et sédiments (RNDTS).</p> <p><u>Lors de la visite du 1/10/2025 :</u> L'exploitant a effectué ses déclarations sur RNDTS. Certaines références de documents d'acceptation préalable - DAP - sont manquantes dans le registre.</p> <p><u>Constat : L'exploitant n'a pas mentionné au RNDTS de DAP pour une partie des déchets admis. Il n'a pas été en mesure d'expliquer l'absence de certaines informations dans son registre.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registre chronologique des déchets entrants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <p>- la date de réception du déchet [...]</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <p>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</p> <p>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 17/04/2024 :</u></p> <p>Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants en 2024 sur le site de Broué, fourni ultérieurement à l'inspection des installations classées par mail le 22/04/2024, ne permet pas de statuer si les déchets reçus sur le site sont uniquement des terres excavées -dont font parties les "Terres et pierres" de code déchet 17 05 04- du fait des incohérences, incomplétudes et pré-remplissages notifiés dans ce registre par l'inspection.</p> <p>De ce fait, compte tenu des éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, il n'est pas possible d'affirmer que l'exploitant n'est pas soumis à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p><u>Constat du 17/04/2024 :</u> « Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants en 2024 sur le site de Broué ne permet pas de statuer sur le type de déchets reçus sur le site. »</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 21/06/2024 :</u> « Les déchets entrants sur le site de Broué ne sont que des terres excavées, dont font partie les « Terres et pierres » de code déchet 17 05 04. ».</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 10/10/2025 :</u></p> <p><u>Document présenté :</u> impression papier d'un extrait du RNDTS.</p> <p>L'exploitant tient à jour le registre chronologique des déchets entrants, ce registre mentionne uniquement des terres et cailloux (extrait Track Déchets).</p> <p>Or, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'enrober en quantité importante parmi certains lots apportés. Cela indique qu'il y a des déchets autres que des terres excavées</p>

entrant sur le site, et que ces déchets n'ont pas été triés ni déposés dans la benne prévue à cet effet.

De plus, l'exploitant n'a pas mentionné au RNDTS, de DAP pour une partie des déchets admis.

Contrôle par sondage : L'inspection des installations classées a demandé, à l'exploitant, de présenter les documents d'acceptation des admissions suivantes de déchets :

- Référence EUR-BROU-2025-565 et 8 suivants : Chantier noté Ville de Dreux – 18/06/2025 - quantité estimée de 8x16 tonnes ;
- Référence EUR-BROU-2025-564 : Chantier noté Maillard ;
- Référence EUR-BROU-2025-600 : Chantier noté Dammann - 23/06/2025 ;
- Référence EUR-BROU-2025-594 : Chantier noté Ville de Vernouillet.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- le DAP concernant un chantier noté Dammann - DAP n° 0133-ISDI-BROUE-15660-2024-12-AD du 31/07/2024, quantité prévue 800 tonnes, couvrant la date du 23/06/2025. Il a déclaré que ce DAP correspond à l'apport référencé EUR-BROU-2025-600 ;
- le DAP concernant un chantier noté Mosquée Dreux - DAP n° 0133-ISDI-BROUE-15528-2025-16-AD, quantité prévue 750 tonnes, couvrant la période du 21/05/2025 au 21/05/2026. Il a déclaré que ce DAP correspond à l'apport référencé EUR-BROU-2025-565.

Ces documents appellent plusieurs observations :

- Ils mentionnent un producteur de déchet différent de celui mentionné au RNDTS : les DAP mentionnent EUROVIA alors que le RNDTS mentionne respectivement la Ville de Dreux et Dammann. L'exploitant n'a pas clarifié qui est le producteur des déchets.
- De plus, le DAP n° 0133-ISDI-BROUE-15660-2024-12-AD du 31/07/2024, fait référence à une analyse.
EUROVIA n'a pas présenté les bulletins d'analyses alors que ces éléments ont été demandés le jour de l'inspection – cf. fiche de visite.
- Par ailleurs, le DAP n° 0133-ISDI-BROUE-15528-2025-16-AD comporte une adresse de chantier différente de celle mentionnée au RNDTS (2 rue du château à Dreux selon le registre, 6 rue Pierre Miguet selon le DAP) ; et aucun document de traçabilité n'a été présenté permettant de vérifier la correspondance entre la référence des apports mentionnée au RNDTS et le DAP.

A noter que suite à l'inspection, l'exploitant a présenté :

- Un DAP - non référencé – correspondant à un chantier identifié sous le nom « ZAC du SQUARE » déclarant qu'il s'agit du DAP relatif à la référence EUR-BROU-2025-594.

Ce document ne semble pas se rapporter à cet apport de déchet : en effet, la commune du chantier et le producteur de déchets sont différents de ceux indiqués au registre RNDTS. Egalement, cette DAP est incomplètement remplie.

- Un DAP n° 0133-ISDI-BROUE-13682-2025-13-AD pour la période du 30/04/2026, établi au nom de producteur MAILLARD AUTOMOBILE.

Ce DAP mentionne que le chantier a été le lieu d'une activité potentiellement polluante par le passé. L'exploitant n'a pas présenté de bulletin d'analyses.

L'exploitant n'a pas mentionné au RNDTS de DAP pour une partie des déchets admis.

<p>Constat :</p> <p><u>Défaut de traçabilité des apports de déchets et, au vu des documents présentés, défaut de justificatif de conformité de déchets au regard des déchets acceptables sur le site, notamment :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Présence de déchets d'enrober admis non mentionnés au registre des déchets entrants.</u> • <u>Registre des déchets entrants incomplètement rempli.</u> • <u>Le producteur des déchets n'est pas clairement identifié (renseignements différents sur les documents d'acceptation préalables et le RNDTS).</u> • <u>L'exploitant n'a pas présenté de résultats d'analyses pour des apports de déchets nécessitant une analyse préalable à leur acceptation ;</u> • <u>Non-enregistrement des déchets autres que les terres excavées entrant sur le site.</u>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registre chronologique des déchets sortants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p>

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024 : « L'exploitant n'est pas en capacité de présenter le registre des déchets sortants pour l'année 2023 et 2024. »

Réponse de l'exploitant du 21/06/2024 :

« En 2020 et 2021, les apports étaient mal triés avant d'arriver sur le site. Pour cela, des campagnes de ramassage et nettoyage avaient été effectuées. Ainsi, des bennes de DIB sortantes du site ont pu être consignées dans les registres de suivi.

Les apports arrivant sur le site sont désormais triés correctement en amont sur les chantiers. Il n'y a que très peu voire pas d'éléments plastiques, ferrailles ou bois arrivant sur le site. La benne présente sur l'installation n'est donc jamais évacuée, car elle reste quasiment vide. Elle pourrait être évacuée en cas de besoin, si elle venait à être remplie. »

Lors de la visite d'inspection du 10/10/2025 : l'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas eu de déchets sortants et que la benne installée sur le site n'a jamais été remplie.

L'inspection des installations classées a constaté que la benne n'était pas utilisée.

Les déchets contenus dans la benne sont d'apparence ancienne (corrosion par la pluie notamment), et représentent un faible volume.

Les enrobés présents dans les apports, pour lesquels l'exploitant n'a pas présenté de traçabilité d'acceptation, et qui ne sont pas mentionnés au registre des déchets admis, n'ont pas été triés pour être gérés comme déchets de l'exploitation.

Constat : Absence de gestion des déchets.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Traçabilité des terres excavées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registre chronologique de réception des terres excavées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs

identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;

- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Constat de la visite du 31/07/2018 :

Non-conformité : Le registre comprend les colonnes suivantes : code déchet, client, transporteur, tonnage, contrôle visuel, zone de stockage et refus. Le registre ne comprend qu'une seule ligne par mois alors que plusieurs livraisons d'un même lot sont effectuées dans le mois. Les informations renseignées sont ainsi génériques. Notamment, la zone de stockage est trop générique (4 zones de 30 x 30 m indiquées) ce qui ne fournit pas une précision suffisante.

Par ailleurs, le registre ne comprend pas :

- La date d'admission des déchets ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- la désignation complète du détenteur des déchets (adresse notamment) ;
- la désignation complète du transporteur des déchets (adresse notamment) ;
- le code du traitement qui va être opéré [...].

Constat de la visite du 20/07/2021 :

Non-conformité NC2* : Le registre d'admission des déchets ne comporte pas toutes les informations requises (date de réception, désignation complète des détenteurs et transporteurs des déchets).

Remarque n°2 : La référence topographique doit être précisée A3 ou A4 et non les deux. Le maillage étant de 30x30m, la référence "A3 A4" apparaît trop vaste pour assurer une bonne traçabilité des déchets.

Réponse de l'exploitant du 20/10/2021 :

Concernant NC2* : Les informations requises ont été rajoutées dans le registre d'admission des déchets [...].

Concernant la remarque n°2 : [...] Le registre des admissions a été mis à jour en conséquence après la reprise des activités.

Constat lors de l'inspection du 17/04/2024 :

« Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants en 2024 sur le site de Broué, fourni ultérieurement à l'inspection des installations classées par mail le 22/04/2024, est incomplet.

Celui-ci consigne cinq admissions pour l'année 2024 avec les renseignements suivants :

- Le code déchet : 17 05 04 "Terres et pierres" ;
- La date de réception des déchets;
- La date de délivrance de l'accusé d'acceptation des déchets;
- Le nom et adresse du producteur des déchets;
- Le nom du chantier d'origine des déchets;
- Le nom du transporteur;
- La quantité de déchets en tonnes;
- La zone de remblayage;
- La mention de conformité;

Cependant, l'inspection des installations classées note des incomplétudes concernant notamment :

- Le producteur initial des terres excavées;
- l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments;
- Le lieu de production des terres excavées;
- Le(s) transporteur(s);
- Le lieu de valorisation.

De plus, les admissions renseignées sur le registre sont uniquement pour les dates du 22/01, 23/01 et 24/01/2024. Or, l'inspection des installations classées, alors en visite sur la parcelle cadastrale ZD74 voisine au site Eurovia à Broué, a constaté la réalisation d'un apport de déchets le 09/01/2024 par camion.

L'inspection des installations classées note également des incohérences concernant :

- La date de réception : pour une des cinq admissions renseignées sur le registre, la date de réception est postérieure à la date de délivrance de l'accusé d'acceptation des déchets;
- De plus, il est constaté que le document fourni est pré-rempli sur plus de 1400 autres lignes à la suite des cinq admissions susmentionnées, au niveau des colonnes suivantes :
- quantité des déchets : colonne pré-remplie avec des nombres aléatoires;
 - Zone de remblayage déjà pré-remplie. De plus, la zone de stockage renseignée est à nouveau trop générique, deux références topographiques sont indiquées pour chaque ligne "C6 C7". L'exploitant n'a donc pas pris en compte les remarques précédentes de l'inspection des installations classées;
 - Code déchet : Code déchet 17 05 04 pré-rempli pour toutes les lignes;
 - Conformité : case "conforme" cochée pour toutes les lignes.

Ces constats mettent en doute la régularité et l'exactitude du registre transmis par l'exploitant.

Constat : Le registre d'admission et de suivi pour les déchets entrants pour l'année 2024 fourni par l'exploitant est incomplet et incohérent. »

Lors de la visite du 10/10/2025 : L'exploitant tient à jour son registre chronologique. Cependant, l'inspection des installations classées a relevé des incohérences entre le nom du producteur figurant sur le registre RNDTS et celui indiqué sur les DAP. De plus, certains DAP sont absents du registre.

Constat : L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer ces incohérences ni l'absence de certaines informations dans son registre.

cf. également les constats relevés au point de contrôle n° 5 du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées un registre des terres excavées complet et régulier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22

Thème(s) : Autre, panneau de signalisation et d'information

Prescription contrôlée :

Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation de stockage ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

Constats :

Visite d'inspection du 10/10/2025 : Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation de stockage ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Le panneau est en matériau résistant, les inscriptions sont inaltérées.

Constat : pas de non-respect constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thème(s) : Autre, Contrôle visuel

Prescription contrôlée :

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 10/10/2025 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucun personnel dédié au contrôle visuel n'est présent sur l'établissement. Selon les explications de l'exploitant, ce sont les chauffeurs employés d'Eurovia qui réalisent ces contrôles.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations n'a pas pu vérifier la réalité de ces contrôles visuels, en l'absence de personnel sur site, de documents justificatifs de traçabilité de contrôle visuel. Il a été constaté la présence de déchets non autorisés ou pour lesquels l'exploitant n'a pas présenté de justificatif de conformité à l'acceptation préalable, dans les apports de déchets présents (racines de bois, enrobés, ferrailles).</p> <p><u>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation effective des contrôles visuels à l'entrée de l'installation et lors du déchargement.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Contrôle d'accès et surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14
Thème(s) : Autre, Identification des personnes entrant sur le site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Lors du visite du 10/10/2025:</u></p> <p>Aucune liste des personnes autorisées à accéder au site n'est nominativement disponible sur place.</p> <p>Selon les explications de l'exploitant, les seules personnes autorisées à entrer sur le site sont les chauffeurs.</p> <p><u>Constat : la liste des personnes autorisées à accéder au site n'est pas disponible.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé (désignation nominative de la personne nommément désignée par l'exploitant, justificatif de formation, liste des chauffeurs autorisés à entrer sur le site ainsi que leurs formations notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours